Burundi : La société civile réitère son indépendance, enquête pour meurtres

MISNA, 27/10/2010"Le plaidoyer pour la promotion du dialogue entre les partenaires politiques, tout comme la dÃ©nonciation de la violation des droits de l'homme n'ont rien Ã voir avec le soutien d'un quelconque groupe politique", ont affirmÃ© neuf mouvements de la sociÃ©tÃ© civile burundaise lors d'une rÃ©union avec le ministre de l'IntÃ©rieur, Edward Nduwimana.Selon l'agence Net Press, la rÃ©union, organisÃ©e par le ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur, aspirait Ã attÃ©nuer les tensions derniÃ¨rement apparues entre le rÃ©gime et les organisations de dÃ©fense des droits de l'homme, Ã la suite d'une vague de violences et de meurtres dans le pays.
Plus particuliÃ¨rement l'Association burundaise pour la promotion des droits de l'homme (Aprodh) avait dÃ©noncÃ© 22 exÃ©cutions sommaires commises par la police pendant le seul mois de septembre, s'exposant aux menaces du gouvernement de lui retirer sa licence et de destituer son prÃ©sident Pierre Claver Mbonimpa, accusÃ© par le rÃ©gime de soutenir des groupes armÃ©s.Pendant ce temps, le procureur de la RÃ©publique a annoncÃ© la crÃ©ation d'une commission spÃ©ciale composÃ©e de quatre magistrats et de deux officiers de police pour enquÃªter sur les circonstances de la mort des corps dÃ©couverts en septembre dans la riviÃ¨re Rusizi et sur les berges du Lac Tanganyica. [CO]